

**Assemblée générale**

Cinquante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale

5 août 2002

Français

Original: anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 43^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 5 mars 2002, à 10 heures

Président : M. Effah-Apenteng (Ghana)
Puis : M. Bhattarai (Vice-Président) (Népal)
Puis : M. Effah-Apenteng (Président) (Ghana)
*Président du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires* : M. Mselle

Sommaire

Organisation des travaux

Point 130 de l'ordre du jour : Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne (*suite*)

Point 131 de l'ordre du jour : Financement du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (*suite*)

Point 132 de l'ordre du jour : Financement du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994 (*suite*)

Questions diverses

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

02-27192 (F)



La séance est ouverte à 10 h 10.

Organisation des travaux (A/C.5/56/L.40/Rev.1)

1. **Mme Silot Bravo** (Cuba), parlant en tant que coordonnatrice du Groupe des 77 et de la Chine pour les questions relevant de la Cinquième Commission, souligne que le fonctionnement de cette dernière a été perturbé par la présentation tardive des documents. Certains points qui devaient être examinés au cours de la première partie de la reprise de la session ont dû être éliminés de l'ordre du jour. La Commission n'a pas reçu par écrit tous les rapports pertinents du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, ni tous les documents inscrits au programme de travail de la semaine. Le Groupe des 77 et la Chine notent avec préoccupation que des rapports demandés par l'Assemblée générale dans des résolutions n'ont pas été établis par le Secrétariat et ne figurent même pas sur le programme de travail. Le Secrétariat doit expliquer pourquoi certains documents ont été publiés en retard ou n'ont pas été publiés du tout. Le Groupe des 77 et la Chine engagent à nouveau le Secrétariat à faire face sérieusement à ce problème chronique afin que soit respectée la règle des six semaines réaffirmée chaque année par l'Assemblée générale. Ils insistent en particulier sur la nécessité d'appliquer les dispositions pertinentes de la résolution 54/248 et du Règlement intérieur de l'Assemblée.

2. Le Groupe des 77 et la Chine demandent que la réduction des services de conférence et autres services d'appui annoncée récemment soit examinée au titre du point 123 de l'ordre du jour, relatif au budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003. Le Groupe a l'intention de faire une déclaration sur cette question importante, qui a des incidences regrettables sur les travaux de l'Organisation et tout particulièrement sur son propre fonctionnement.

3. En ce qui concerne la gestion des ressources humaines, l'oratrice fait observer que si le Secrétaire général adjoint à la gestion souhaite faire un exposé à la Commission sur la situation financière de l'Organisation, il doit le faire pendant la semaine en cours pour permettre aux délégations de formuler leurs observations au cours de la semaine suivante, conformément à la pratique établie. Le Groupe des 77 et la Chine partagent les vues exprimées par l'Union européenne sur l'importance de ces questions et compte que la procédure en vigueur sera suivie.

4. Le Groupe accueille avec satisfaction le rapport du Secrétaire général sur la construction de nouveaux locaux à usage de bureaux à la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba (A/56/672) et le rapport connexe du Comité consultatif (A/56/711). La demande de bureaux a augmenté du fait de la réinstallation des bureaux régionaux, sous-régionaux et de pays des institutions spécialisées, des fonds et des programmes des Nations Unies présents à Addis-Abeba et de l'expansion des activités d'assistance humanitaire et de développement menées par l'Organisation dans la région. Sachant que le fait de différer l'approbation des crédits nécessaires pourrait entraîner un surcroît de dépenses, selon ce qui ressort du rapport du Comité consultatif (A/56/711, par. 8), une décision doit être prise sur la base des propositions du Secrétaire général, qui ont reçu l'agrément du Comité.

5. S'agissant des conditions de voyage par avion, l'oratrice souligne l'importance des modalités d'émission et de remboursement des billets. Plusieurs délégations ont constaté que les billets achetés dans leur capitale étaient beaucoup moins coûteux que ceux achetés par le Secrétariat auprès des agences de voyage désignées. Le Groupe des 77 et la Chine demandent qu'on leur présente un état détaillé des différentiels de coût entre les deux catégories de billets. Le Groupe regrette par ailleurs que le remboursement des billets qui n'ont pas été émis par l'agence de voyage désignée subisse des retards et voudrait recevoir des informations sur les procédures de remboursement et les améliorations qui pourraient y être apportées. Il appuie les recommandations du Comité consultatif sur les conditions de voyage par avion.

6. Le financement des deux tribunaux internationaux et de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC), le personnel fourni à titre gracieux et le Système intégré de gestion (SIG) sont des questions auxquelles le Groupe attache une importance particulière; il espère donc que la Commission les examinera comme il convient. Il est prêt à examiner le rapport sur les activités d'information en même temps que celui relatif à l'étude approfondie qui doit être présenté à l'Assemblée générale à sa cinquante-septième session.

7. Le Groupe souhaiterait recevoir un complément d'information sur les arriérés de l'ex-Yougoslavie, au titre du point relatif au barème des quotes-parts, et aimerait savoir comment d'autres délégations

envisagent de traiter la question, compte tenu de ses aspects politiques, juridiques et techniques.

8. **M. Lizano** (Costa Rica), parlant au nom du Groupe de Rio, dit que celui-ci s'associe à la déclaration faite par la représentante de Cuba au nom du Groupe des 77 et de la Chine, et appuie le programme de travail proposé.

9. Force est de constater une fois de plus que les travaux de la Commission pâtissent de retards dans la publication des rapports. Même s'il est vrai que le volume de la documentation est souvent une source de problèmes, le Secrétariat doit prendre les mesures requises pour remédier à la situation.

10. Le rapport sur le point 125 de l'ordre du jour ne contient pas les recommandations et informations précises qui permettraient de prendre des décisions en connaissance de cause. En ce qui concerne le point 126, le rapport sur l'âge réglementaire de la cessation de service n'est pas suffisamment détaillé; il conviendrait peut-être de l'examiner en même temps que d'autres rapports relatifs au même point. Le Groupe de Rio attache une importance particulière aux activités du Tribunal pénal international pour le Rwanda et du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (points 132 et 131), dont il faut assurer le financement. Il espère que le budget des tribunaux sera adopté lors de la partie en cours de la reprise de la session afin que ces deux organes puissent poursuivre leur travail.

11. S'agissant du point 130, le Groupe de Rio insiste sur la nécessité de doter l'Organisation d'un mécanisme de contrôle interne adéquat et d'assurer le suivi des rapports du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) et la mise en oeuvre rapide de ses recommandations. Le Groupe de Rio attache également une grande importance à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (point 158), à laquelle il faut allouer les ressources nécessaires.

12. **M. Nakkari** (République arabe syrienne) dit que sa délégation appuie pleinement la déclaration faite par la représentante de Cuba au nom du Groupe des 77 et de la Chine et convient de la nécessité de prendre des mesures concrètes pour remédier aux problèmes dus à la publication tardive des documents. Il est inacceptable que le programme de travail de la Commission soit déterminé par l'état de la documentation, autrement dit que la Commission soit

l'otage du Secrétariat. En fait, le dépassement des délais est devenu la norme.

13. La délégation syrienne attache une grande importance à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) et regrette que le Secrétariat n'ait pas présenté le rapport que l'Assemblée générale l'avait invité à lui soumettre à la partie en cours de la reprise de la session. Avant d'approuver son programme de travail, la Commission devrait consacrer toute une séance à la question de la publication tardive des documents, en présence de représentants des départements concernés.

14. La délégation syrienne estime que la Commission doit étudier de manière approfondie la question de la réduction du budget des services de conférence.

15. **Mme Martin** (Administratrice chargée du Service de la gestion du personnel du Département des opérations de maintien de la paix), répondant au représentant de la République arabe syrienne, dit que le Secrétaire général à l'intention de présenter le rapport demandé au paragraphe 2 de la résolution 54/266 de l'Assemblée générale et aux paragraphes 2 et 3 de la résolution 55/264. L'étude entreprise n'est pas encore achevée; dès qu'elle le sera, un rapport détaillé sera soumis à l'Assemblée.

16. **M. Nakkari** (République arabe syrienne) dit que sa délégation sait pertinemment que la question a été abordée par l'Assemblée générale dans les résolutions mentionnées. Le Secrétaire général est censé répondre à toutes les requêtes de l'Assemblée. Alors qu'elle espérait recevoir le rapport sur la FNUOD au cours de la partie principale de la cinquante-sixième session, la délégation syrienne a accepté dans un esprit de conciliation d'attendre la première partie de la reprise de la session. Elle ne comprend pas qu'il faille plus de dix mois pour rédiger un rapport ne comptant que deux ou trois pages. Alors que les documents présentant un intérêt pour le Secrétariat paraissent rapidement, ceux intéressants les délégations sont soumis à des retards. Le Secrétariat doit expliquer de manière convaincante pourquoi il n'a pas respecté les résolutions de l'Assemblée: il ne peut se contenter d'annoncer la présentation du rapport demandé.

17. **Mme Brzak-Metzler** (Chef du Groupe des politiques relatives à la rémunération et au classement des emplois du Bureau de la gestion des ressources humaines), se référant à la question du représentant de la République arabe syrienne relative aux conditions

d'emploi des agents recrutés sur place à la FNUOD, dit que le Groupe a été invité à donner son avis pour l'établissement du rapport. Il a pris un certain nombre de mesures et engagé des consultations avec le Département des opérations de maintien de la paix pour trouver une solution au problème.

18. **M. Nakkari** (République arabe syrienne) dit que sa délégation a posé une question précise : elle veut savoir pourquoi au bout de 10 mois le rapport demandé n'a toujours pas été présenté. Si le Secrétariat n'est pas en mesure de répondre, il demandera l'ouverture d'une enquête.

19. **Le Président** dit qu'il a été pris note des préoccupations du représentant de la République arabe syrienne.

20. **Mme Silot Bravo** (Cuba) dit que sa délégation attend des réponses à ses questions. Elle veut notamment savoir quelle est la date prévue pour la publication des rapports du Comité consultatif sur les rapports du Secrétaire général déjà publiés et, si les rapports du Comité sont déjà parus, des explications quant aux raisons pour lesquelles ils ne sont pas abordés à la partie en cours de la reprise de la session.

21. *M. Bhattarai (Népal), Vice-Président, prend la présidence.*

Point 130 de l'ordre du jour : Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne (suite) (A/56/83, A/56/620, A/56/689, A/56/733, A/56/759 et A/56/823)

22. **M. Nair** (Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne), répondant aux questions posées à la séance précédente, en particulier à celle du représentant du Japon relative à des allégations faisant état de mauvais traitements infligés à des enfants réfugiés dans des pays d'Afrique de l'Ouest, dit que le BSCI mène actuellement une enquête et qu'il ne peut donc s'étendre sur ce point.

23. En ce qui concerne la question du représentant de l'Australie, le BSCI a l'intention de suivre la question des transferts illégaux de réfugiés et de faire à nouveau le point de la situation. Les observations du représentant des États-Unis ont été transmises au Fonds des Nations Unies pour l'enfance, dont un représentant viendra donner des explications à la Commission.

24. **M. Repasch** (États-Unis d'Amérique), se référant au rapport du Secrétaire général intitulé

« Renforcement des mécanismes de contrôle interne dans les fonds et programmes opérationnels (vues actualisées) » (A/56/823), note avec satisfaction que plusieurs fonds et programmes ont appliqué les recommandations du BSCI. Il voudrait savoir ce qu'il faut entendre par les termes « audit horizontal... réalisé conjointement » figurant au paragraphe 20.

25. La délégation américaine a accueilli avec satisfaction le rapport détaillé sur l'enquête relative aux allégations de faute professionnelle et d'irrégularités de gestion concernant le projet « Course autour du monde » du Bureau des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime (A/56/689), mais espérait recevoir communication de ce rapport avant les négociations budgétaires de l'automne précédent. Les irrégularités et les gaspillages qui semblent avoir été commis au Bureau sont troublants et il serait intéressant de savoir si les recommandations 4 à 7 ont été appliquées depuis la parution du rapport. Notant dans le rapport sur l'inspection de la gestion du programme et des pratiques administratives du Bureau (A/56/83) que le personnel était démoralisé, l'orateur voudrait également savoir si la situation sur ce point s'est améliorée.

26. Si les problèmes mis en évidence par l'enquête sur les allégations de transferts illégaux de réfugiés à la Délégation du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à Nairobi (A/56/733) ne laissent d'être inquiétants, le BSCI a su réagir rapidement et de manière novatrice en constituant une équipe internationale d'enquêteurs; il convient de l'en féliciter. Sachant que les causes profondes du problème persistent au Kenya et dans d'autres régions, comme en Afrique de l'Ouest, la délégation américaine attend avec intérêt les rapports de suivi et insiste tout particulièrement sur la recommandation 6 préconisant que l'Inspecteur général du HCR mette en place une procédure pour la transmission rapide au BSCI des renseignements sur des agissements répréhensibles de fonctionnaires du HCR communiqués par des tiers grâce au mécanisme institué à cet effet.

27. En ce qui concerne le rapport sur l'inspection des pratiques de l'Office des Nations Unies à Nairobi en matière d'administration et de gestion (A/56/620), la délégation américaine aimerait savoir quelle suite été donnée à la recommandation figurant au paragraphe 79, tendant à ce que le Bureau de la gestion des ressources humaines examine la situation en

matière de ressources humaines à Nairobi et présente au Secrétaire général un document sur la question. Il faut faire preuve d'imagination pour trouver les moyens de remédier aux problèmes chroniques de recrutement rencontrés à Nairobi et dans d'autres lieux d'affectation qui semblent rebuter le personnel.

28. Jugeant intéressant le rapport sur l'audit des activités de collecte de fonds privés du HCR (A/56/759), l'orateur se demande si le BSCI a examiné les activités similaires d'autres organismes du système des Nations Unies et s'il a relevé des problèmes structurels.

29. *M. Bhattarai (Népal), Vice-Président, prend la présidence.*

30. **M. Kadiri** (Maroc), parlant au nom du Groupe des États d'Afrique, note avec satisfaction que l'on prenait des mesures pour remédier aux problèmes relevés lors de l'inspection des pratiques de l'Office des Nations Unies à Nairobi en matière d'administration et de gestion (A/56/620). Profondément préoccupé par la forte proportion de postes vacants, en particulier aux échelons élevés, constatée non seulement à Nairobi mais dans d'autres lieux d'affectation en Afrique, le Groupe voudrait savoir comment le BSCI envisage de remédier à ce problème chronique qui a fait l'objet de plusieurs résolutions de l'Assemblée générale. Il souscrit pleinement à l'observation formulée par le BSCI au paragraphe 56 de son rapport selon laquelle la distinction entre les postes financés au moyen du budget ordinaire et ceux dont le coût est imputé sur des fonds extrabudgétaires ne se justifie pas. Appuyant la recommandation figurant au paragraphe 79 tendant à ce que le Bureau de la gestion des ressources humaines examine la situation en matière de ressources humaines à l'Office des Nations Unies à Nairobi et présente un document sur la question, il souhaiterait qu'une étude analogue soit effectuée pour d'autres lieux d'affectation en Afrique. Il constate de manière générale qu'en dépit de la résolution 52/220 de l'Assemblée générale, l'augmentation de la part du budget ordinaire dans le financement des dépenses de l'exercice biennal 2002-2003 n'a pas suffi pour que le rapport entre budget ordinaire et fonds extrabudgétaires soit du même ordre qu'à l'Office des Nations Unies à Genève et à l'Office des Nations Unies à Vienne.

31. **Mme Chebomui** (Kenya) dit que sa délégation souscrit à la déclaration faite par le Maroc au nom du Groupe des États d'Afrique. Le rapport du BSCI sur l'inspection des pratiques de l'Office des Nations Unies à Nairobi en matière d'administration et de gestion (A/56/620) établit un diagnostic limpide des obstacles à la prestation de services de qualité. Il faut prendre de manière concertée des mesures concrètes pour aligner la structure opérationnelle de cet office avec celle de l'Office des Nations Unies à Genève et de l'Office des Nations Unies à Vienne. La délégation kényenne approuve les conclusions et toutes les recommandations figurant dans le rapport. Elle souhaiterait recevoir des éclaircissements sur les raisons pour lesquelles il est suggéré au paragraphe 79 d'étudier les régimes de rémunération offerts par d'autres organisations multinationales ou internationales installées au Kenya.

32. La délégation kényenne demande instamment que soient appliquées toutes les recommandations contenues dans le rapport sur l'enquête relative à des allégations de transferts illégaux de réfugiés à la Délégation du HCR à Nairobi (A/56/733). Le Kenya se félicite que la paix et la sécurité relatives dont il jouit en ont fait un havre pour les réfugiés, mais il ne fait aucun doute que l'afflux massif de ces derniers a de graves conséquences pour le pays, en favorisant le trafic d'armes légères et les formes violentes de criminalité, de même que le trafic de drogue et les transferts illégaux de réfugiés. Le Kenya est tout à fait déterminé à lutter contre ce dernier crime particulièrement inhumain. Quelques-uns des coupables ont déjà été arrêtés, mais la police devra poursuivre ses efforts avec énergie car il est évident qu'on a affaire à un vaste réseau.

33. **Mme Sanchez Lorenzo** (Cuba) estime que le rapport du Secrétaire général sur le renforcement des mécanismes de contrôle interne des fonds et programmes opérationnels (A/56/823) soulève plusieurs questions. L'objet visé par l'Assemblée générale au paragraphe 11 de sa résolution 48/218 B était que le BSCI aide les fonds et programmes opérationnels à renforcer leurs propres mécanismes de contrôle interne, et non pas qu'il devienne le mécanisme de contrôle obligatoire de ces entités. De plus, par sa résolution 54/244, l'Assemblée a décidé de réexaminer la question sur la base d'un rapport actualisé. La délégation cubaine juge contestable que la plupart des entités aient appliqué les recommandations

formulées par le Secrétaire général dans son rapport (A/55/826 et Corr.1), alors que celui-ci n'avait pas encore été approuvé par l'Assemblée. Constatant que le BSCI semble vouloir imposer aux fonds et programmes le mécanisme des comités de contrôle, au mépris de l'esprit et de la lettre de la résolution 48/218 B, elle voudrait que le Secrétariat explique ce qu'il compte faire dans le cas des organismes qui préfèrent s'en tenir à leur mécanisme d'audit existant. Elle souhaiterait que cette question soit abordée lors des consultations officielles.

34. **M. Nakkari** (République arabe syrienne) dit que sa délégation s'associe aux déclarations du Maroc et du Kenya. Se référant au rapport sur l'enquête relative aux allégations de transferts illégaux de réfugiés (A/56/733), il voudrait savoir ce qu'il en a coûté de faire appel à des enquêteurs extérieurs. Un examen rapide du rapport du BSCI sur les pratiques de l'Office des Nations Unies à Nairobi en matière d'administration et de gestion (A/56/620) l'a amené à se poser la question de savoir si l'examen de la gestion devait être abordé de la même manière dans tous les organismes des Nations Unies. Sa délégation est très favorable à la nomination d'un fonctionnaire du protocole, comme il est recommandé à l'alinéa b) du paragraphe 73. Elle approuve également la recommandation figurant au paragraphe 79 tendant à un établir un rapport sur les options qui permettraient d'assurer que l'Office des Nations Unies à Nairobi jouisse des mêmes avantages que les offices de l'Organisation dans les autres villes sièges, et souhaiterait que le BSCI fasse des suggestions à ce sujet. Une politique de mobilité obligatoire entre lieux d'affectation serait peut-être un moyen de résoudre les problèmes d'effectifs à Nairobi, mais ce n'est sûrement pas la seule solution et ce n'est pas nécessairement la meilleure. La mise en place de mesures d'incitation doit dans tous les cas être envisagée comme l'un des éléments de solution.

35. Le rapport sur l'audit des activités de collecte de fonds privés du HCR (A/56/759) ne contient pas à proprement parler de recommandations, bien qu'il soit indiqué au paragraphe 25 que le HCR a déjà pris des mesures pour appliquer les recommandations du Bureau. Une fois terminée la révision des directives applicables, le HCR devra les respecter. L'intervenant rappelle au BSCI qu'il doit faire figurer ses recommandations en gras dans tous ses rapports,

conformément aux résolutions de l'Assemblée générale.

36. La délégation syrienne considère avec la représentante de Cuba qu'il faut tenir des consultations plus approfondies sur le rôle du BSCI dans le renforcement des mécanismes de contrôle interne des fonds et programmes opérationnels (A/56/823). Elle voudrait savoir si le Corps commun d'inspection a des idées et des recommandations à formuler sur le contrôle dans les fonds et programmes et voudrait recevoir des éclaircissements sur la façon dont cette fonction est exercée au Bureau chargé du programme Iraq.

37. En ce qui concerne les retards dans la publication des rapports, le BSCI devrait expliquer pourquoi les délais n'ont pas été respectés dans le cas du rapport sur l'existence éventuelle de cas de discrimination raciale à l'ONU et enquêter sur les causes du retard constaté dans la présentation du rapport sur la FNUOD.

38. **M. Orr** (Canada) dit que sa délégation accueille avec satisfaction le rapport sur l'enquête relative aux allégations de transferts illégaux de réfugiés à la Délégation du HCR à Nairobi (A/56/733). L'enquête a donné lieu à une forme nouvelle de partenariat entre des États Membres et le Secrétariat, auquel le Canada a participé. Il est impératif que le HCR et les autorités kényennes assurent maintenant le suivi nécessaire. La délégation canadienne engage vivement la direction du HCR à mettre en place d'urgence un plan d'action visant à éliminer la corruption dans sa délégation de Nairobi et à tirer les leçons de cette expérience pour toutes ses autres opérations de réinstallation. Il faut remédier d'urgence aux graves carences signalées dans le rapport, en prévoyant des effectifs et des crédits suffisants, et le HCR doit continuer de rendre compte au Comité exécutif de l'application des recommandations formulées.

39. *M. Effah-Apenteng (Ghana) reprend la présidence.*

40. **M. Mustafa** (Soudan) dit que sa délégation s'associe à la déclaration faite par le Maroc au nom du Groupe des États d'Afrique. Il se félicite des mesures énergiques prises par le BSCI à l'issue de l'enquête sur les allégations de transferts illégaux de réfugiés à la Délégation du HCR à Nairobi (A/56/733), et rend hommage aux enquêteurs qui ont réussi à démanteler un réseau criminel. Les recommandations formulées dans le rapport devraient permettre de remédier aux

problèmes et le BSCI devra s'assurer qu'elles sont appliquées.

41. **M. Andreasen** (Fonds des Nations Unies pour l'enfance), répondant à une question de la délégation américaine relative au rapport du Secrétaire général sur le renforcement des mécanismes de contrôle interne dans les fonds et programmes opérationnels (A/56/823), dit qu'il a été jugé superflu d'ajouter un niveau supplémentaire à la structure de contrôle de l'UNICEF. Le mécanisme existant, constitué d'un comité de contrôle et d'un bureau de la vérification interne des comptes qui font régulièrement rapport au Conseil d'administration, permet à la Directrice exécutive de s'acquitter comme il convient de ses responsabilités en matière de contrôle. Le Comité des commissaires aux comptes ayant recommandé en 1999 d'adjoindre un représentant externe au Comité de contrôle, le vérificateur principal du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a été invité à siéger au Comité. Organisme opérationnel comme l'UNICEF, le PNUD est en mesure de donner des renseignements utiles sur les pratiques optimales. L'examen mené au titre de l'assurance qualité a abouti à la conclusion que la nomination d'un membre externe au Comité de contrôle constituait une garantie importante; il n'y a donc aucune raison de créer un nouveau comité de contrôle.

42. **M. Repasch** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation prend note avec intérêt des renseignements communiqués par le représentant de l'UNICEF. Elle convient qu'il n'y a pas lieu de créer un nouveau comité de contrôle, mais estime qu'il serait utile pour l'UNICEF que le BSCI soit représenté au Comité de contrôle. Le Gouvernement américain, qui fait partie des principaux donateurs, a toujours soutenu les initiatives visant à améliorer le contrôle à l'UNICEF et continuera de le faire.

43. **M. Nair** (Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne), répondant aux questions et observations des délégations, dit qu'un audit horizontal de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, réalisé conjointement, est en cours, et qu'il espère que cet audit permettra de régler les problèmes similaires rencontrés par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), notamment en ce qui concerne les retards dans l'encaissement des pensions. La coopération entre fonds et programmes

devient de plus en plus étroite dans ce domaine et le BSCI envisage de la renforcer encore.

44. En ce qui concerne la recommandation 4 relative au projet intitulé « Course autour du monde » (A/56/689), le capitaine du bateau a retiré l'offre qu'il avait faite de verser 15 000 dollars en compensation des pertes. Le Directeur exécutif par intérim du BCDPC a mis en oeuvre plusieurs des recommandations figurant dans le rapport mais le BSCI réserve son jugement tant qu'il n'aura pas terminé l'inspection de suivi qu'il compte achever plus tard dans l'année. La question du moral du personnel est prise très au sérieux et la situation s'est améliorée depuis que le Secrétaire général et la Vice-Secrétaire générale se sont rendus à Vienne.

45. Conformément à la recommandation 6 du rapport du BSCI sur les transferts illégaux de réfugiés (A/56/733), des procédures et un cadre opérationnel ont été mis en place pour que le BSCI soit rapidement saisi de tout nouveau problème qui pourrait surgir. Une étude approfondie de la gestion des ressources humaines à Nairobi s'impose et elle doit couvrir les sociétés multinationales installées dans cette ville pour déterminer les moyens qu'elles emploient pour y attirer du personnel. On se heurtera de nouveau à des problèmes si l'on ne parvient pas à régler celui que pose la forte proportion de postes vacants à l'Office. Le Secrétaire général adjoint reconnaît avec le représentant du Maroc qu'il faut accroître la part du budget ordinaire dans le financement des activités menées à Nairobi. En ce qui concerne les activités de collecte de fonds privés menés par le HCR et d'autres institutions, le BSCI peut faire part de sa propre expérience dans la mesure où il siège aux comités de contrôle.

46. En réponse à la déclaration de Cuba selon laquelle le BSCI aurait outrepassé son mandat en établissant son rapport sur les fonds et programmes, le Secrétaire général adjoint rappelle que le Bureau a été invité à étudier les moyens de renforcer le contrôle dans ces organismes. L'amélioration du fonctionnement de ces derniers relève en dernier ressort des États Membres et du Secrétaire général, mais la première mesure à prendre est de s'assurer qu'ils sont dotés de mécanismes de contrôle appropriés, ce qui est l'une des attributions du BSCI. Celui-ci ne prend pas en charge la fonction de contrôle de ces organismes, mais se contente de mettre son savoir et son expertise à leur disposition.

47. Répondant à la République arabe syrienne, le Secrétaire général adjoint précise que le coût de l'enquête sur les transferts illégaux de réfugiés a été assumé par les pays qui ont fourni les enquêteurs. Le BSCI a travaillé en consultation étroite avec le Corps commun d'inspection, avec lequel il a réalisé divers projets, dont un audit de l'opération de maintien de la paix au Timor oriental. Un audit du Bureau chargé du programme Iraq est en cours; il n'a permis jusqu'à présent de déceler aucun problème. Le Secrétariat élabore actuellement le rapport sur la discrimination raciale à l'Organisation qui devrait être prêt pour la partie suivante de la reprise de la session.

48. **M. Yussuf** (République-Unie de Tanzanie), se référant au paragraphe 8 du document A/56/759, demande si les fonds investis par le HCR ont été prélevés sur le budget ordinaire.

49. **Mme Sanchez Lorenzo** (Cuba) dit que sa délégation note avec préoccupation que, dans le document A/56/823, le Secrétaire général demande à des organismes d'appliquer des recommandations qui n'ont pas été approuvées ou entérinées par l'Assemblée générale. Même si le Secrétaire général est responsable en dernier ressort du bon fonctionnement des fonds et programmes, cela ne signifie pas que le BSCI doit lui-même assurer le contrôle. L'intervenante voudrait savoir selon quelles modalités le BSCI participerait aux comités de contrôle des organismes intéressés et si ceux-ci seraient obligés d'accepter sa présence.

50. **M. Ahmed** (Iraq), se référant au paragraphe 28 du document A/56/823, dit que sa délégation voudrait prendre connaissance du mémorandum d'accord devant être conclu entre le Bureau chargé du programme Iraq et le BSCI.

51. **M. Nakkari** (République arabe syrienne) dit que sa délégation est consciente que la question de la discrimination raciale à l'Organisation est sensible et doit être traitée avec doigté et à fond. Elle comprend bien les difficultés que présente la publication du rapport mais insiste sur son urgence. Il ne serait bon pour personne d'appliquer deux poids, deux mesures.

52. **M. Nair** (Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne), répondant aux questions complémentaires des membres de la Commission, précise à l'intention du représentant de la République-Unie de Tanzanie que les fonds étant indifférenciés, leur utilisation pour financer un nouveau projet ne pose aucun problème pourvu qu'un mécanisme analogue à

un fonds autorenouvelable permette de recréditer le compte sur lequel ils ont été prélevés.

53. Répondant à la question de la représentante de Cuba relative à l'application de certaines recommandations avant leur présentation à l'Assemblée générale, le Secrétaire général adjoint précise que les recommandations de son bureau ne portent généralement pas sur les grandes orientations, qui relèvent effectivement du Secrétaire général ou de la Cinquième Commission, mais concernent les mesures à prendre pour respecter les normes d'audit ou les procédures adéquates. Dans la plupart des cas, il est urgent de les approuver et de les appliquer, en particulier lorsque des pertes ou une insuffisance des contrôles ont été constatées. Répondant à la deuxième question de la délégation cubaine, le Secrétaire général adjoint indique que les fonds et programmes ne sont nullement obligés de suivre les recommandations du BSCI mais sont encouragés à les appliquer. La plupart d'entre eux ont d'ailleurs choisi de le faire et ont créé des comités de contrôle du fait qu'ils ne sont pas en mesure d'effectuer eux-mêmes des enquêtes. Ils ont tous signés le mémorandum d'accord.

54. Répondant au représentant de l'Iraq, le Secrétaire général adjoint dit que le mémorandum d'accord est un simple document dans lequel une institution spécialisée, un fonds ou un programme accepte de rembourser au BSCI le coût de ses services d'enquête. Le Bureau préfère recevoir les fonds d'entrée de jeu et passer ensuite les écritures comptables nécessaires pour s'assurer que le montant reçu est égal à celui des dépenses engagées pour réaliser l'enquête.

55. Le Secrétaire général adjoint a pris note des observations du représentant de la République arabe syrienne, dont il tiendra compte pour déterminer les modalités que peut revêtir l'assistance du Bureau.

Point 131 de l'ordre du jour : Financement du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991
(suite)

Point 132 de l'ordre du jour : Financement du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 (suite)

Prévisions de dépenses révisées à la suite du renforcement des services de contrôle interne dans les deux Tribunaux internationaux pour l'exercice biennal 2002-2003 (A/C.5/56/30/Add.1)

56. **M. Persaud** (Division de la planification des programmes et du budget) présente le rapport du Secrétaire général au nom du Directeur de la Division de la planification des programmes et du budget. Les prévisions relatives au renforcement du rôle des services de contrôle interne dans les tribunaux internationaux reposaient initialement sur l'hypothèse que six auditeurs internes et inspecteurs seraient nommés pour une période de six mois commençant le 1er janvier 2002.

57. Dans ses résolutions 56/247 et 56/248, l'Assemblée générale a approuvé le montant initial des prévisions révisées, sous réserve que celles-ci soient réexaminées à la reprise de sa cinquante-sixième session. Dans le document dont la Commission est saisie, un montant brut de 430 300 dollars (montant net : 312 700 dollars) est demandé pour le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie et un autre de 493 300 dollars (montant net : 398 800 dollars) pour le Tribunal international pour le Rwanda, afin de financer les services de contrôle interne pendant le reste de l'exercice biennal. Le 15 mars au plus tard, deux auditeurs résidents – un dans chaque Tribunal – devraient être en poste et les autres devraient commencer leurs activités au début d'avril 2002. Des crédits sont donc demandés dans chaque cas pour une période de 15 mois. Sous réserve de l'accord de la Cinquième Commission, les montants additionnels seront inclus dans le montant révisé des crédits ouverts pour les tribunaux au titre de l'exercice biennal 2002-2003.

58. **M. Mselle** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) dit que le Comité consultatif recommande d'approuver les propositions du Secrétaire général.

59. **M. Nakkari** (République arabe syrienne) estime comme la représentante de Cuba que les rapports du Comité consultatif devraient être présentés à la Commission dans toutes les langues officielles de l'Organisation et se demande comment la Commission peut prendre note d'une recommandation qui ne lui a pas été soumise par écrit. Il reviendra sur cette question lorsque la Commission en reprendra l'examen.

60. **M. Chandra** (Inde) dit que, compte tenu de l'augmentation spectaculaire des budgets des deux Tribunaux, sa délégation attache une grande importance à la fonction de contrôle et, pour cette raison, a accepté avec les autres délégations en décembre d'approuver des crédits additionnels à cette fin. Elle est de nouveau prête à se joindre à un consensus sur la base des recommandations du Comité consultatif.

61. **Mme Sanchez Lorenzo** (Cuba) s'associe aux observations du représentant de la Syrie. Cuba a toujours insisté pour que les rapports du Comité consultatif soient présentés par écrit.

62. **M. Mselle** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) rappelle avoir confirmé oralement à la Cinquième Commission que le Comité consultatif recommandait d'accepter les propositions du Secrétaire général. Il espère que les interprètes ont rendu fidèlement ses propos.

63. **M. Nakkari** (République arabe syrienne) tient à rassurer M. Mselle : il a parfaitement compris sa déclaration. Il aimerait que le Président du Comité consultatif comprenne que sa délégation a formulé de nombreuses plaintes à ce sujet et fait observer que la représentante du Groupe des 77 et de la Chine vient de regretter que les recommandations du Comité consultatif ne soient pas communiquées par écrit. Homme d'expérience, le Président du Comité consultatif devrait savoir que la présentation orale des recommandations du Comité n'a jamais été approuvée par l'Assemblée plénière, ni par la Cinquième Commission. S'il existe une résolution autorisant la présentation orale des rapports et interdisant qu'ils soient communiqués par écrit, M. Nakkari aimerait qu'on l'en informe.

64. **Le Président** dit qu'il a été pris note des observations du représentant de la République arabe syrienne.

Questions diverses

65. **M. Kadari** (Maroc) dit que la publication tardive de la documentation est un problème chronique et très grave. Alors que le point relatif à la MONUC doit être examiné dans deux jours, la Commission n'a toujours pas reçu le rapport du Comité consultatif. Le Maroc attache une importance particulière à la MONUC et ne voit pas comment la Commission pourrait examiner convenablement ce point sans disposer de toute la documentation.

66. **Le Président** dit que le Bureau examinera la question de la documentation dans l'après-midi.

La séance est levée à 12 h 35.